sous-estimation des considérants tactiques, et SURTOUT *l'incapacité de poser correctement le problème de la reconstruction d'un mouvement étudiant sous notre hégémonie* ».

Hé oui ! Il nous est resté longtemps quelque chose de cette « incapacité »-là, et il nous en reste encore parfois quelque chose : notamment au travers des différentes solutions organisationnelles que nous avons essayé de mettre en place sans succès depuis deux ans, et que Tisserand énumère dans le BI No 16. En effet, chacune de ces différentes « solutions organisationnelles », qui vont de l'UNEF des CA au Secours Rouge en passant par la solution « triomphaliste » et l'axe Ligue – LO – PSU – Unir-débat, peut se comprendre comme un tâtonnement, un jalon dans le cadre *d'un chemin empiriquement parcouru et qui conduit d'une ligne erronée et sectaire théorisée dans le 2ème souffle, jusqu'au réapprentissage progressif de la possibilité et de la nécessité de mener un élémentaire et cohérent travail de masse dans les différents secteurs de la jeunesse.* En même temps que nous parcourions ce chemin, nous devions progressivement corriger nos analyses erronées sur la crise de la bourgeoisie, sur le PCF, sur le réformisme et sur la social-démocratie ... Nous revenions vers une vision plus correcte de l'évolution du champ politique, condition *sine qua non* pour mener un travail de masse ... correct.

L'histoire de notre intervention en direction de la jeunesse petite-bourgeoise radicalisée depuis deux ans, n'est pas seulement l'histoire de nos conflits avec les éléments extérieurs spontanéistes et ultra-gauches, mais c'est aussi l'histoire de la mise à mort de notre propre cours ultra-gauche que nous avons appelé « triomphalisme ».

Lorsqu'aujourd'hui encore nous abordons la question du travail en direction de la jeunesse, il demeure au niveau de la méthode, des stigmates lointains des analyses du 2ème souffle : *il en est toujours ainsi quand la « correction » d'une ligne erronée se fait essentiellement empiriquement.*

1 – Le premier de ces stigmates est la tendance, aujourd'hui encore, à examiner dans un *champ clos* les problèmes de nos rapports avec la jeunesse, et à ne considérer que ces deux pôles essentiels : avant-garde/mouvement de la jeunesse, dans le cadre de diverses combinaisons organisationnelles du même type, relevant des mêmes rapports, indépendamment des autres facteurs politiques qui interviennent et de leurs conséquences.

C'est en partie le défaut principal de l'analyse faite à propos de la petite-bourgeoisie radicalisée : on regarde sa nature de classe, on examine sa place dans le cadre de la structuration sociale française, on ne se contente pas, certes, d'une analyse sociologique, on distingue les modes d'expression politique de ces couches sociales, leurs différentes traductions organisationnelles, et enfin on définit au plus près la manière dont l'avant-garde marxiste-révolutionnaire doit s'adresser à cette petite-bourgeoisie. Tout ceci étant bien vu, il manque encore cependant un facteur *décisif* : c'est le *cadre politique*, le contexte précis du rapport de forces qui existe à l'échelle de la société entre la bourgeoisie et le prolétariat ... ni plus ni moins. Et sans référence constante, permanente à ce contexte, on ne peut avoir qu'une vision incomplète, mécanique, du rapport de forces entre l'avant-garde marxiste (telle que nous la constituons aujourd'hui) et le mouvement de la petite-bourgeoisie.

Car les modes d'expression sur le plan politique et organisationnel du mouvement de la petite-bourgeoisie ne sont pas déterminés par la *nature* de ces couches sociales comme produit spécifique et particulier de leur propre activité, mais bien plus profondément comme sous-produit des formes politiques et organisationnelles que prennent les affrontements qui opposent directement le prolétariat à la classe possédante.

Telle qu'est constituée aujourd'hui l'avant-garde marxiste, examiner de façon séparée la question de ses rapports avec la petite-bourgeoisie, indépendamment de la question de ses rapports avec le mouvement ouvrier organisé, c'est se condamner à l'impuissance, c'est se condamner à tourner en rond d'une « solution organisationnelle » à une autre, tantôt une UNEF des CA, tantôt une Fédération des comités rouges lycéens, tantôt un Mouvement national des comités de lutte ... Il n'y a pas d'issue tant que l'on ne considère *que* l'avant-garde marxiste et la petite-bourgeoisie. Il n'y a pas de possibilité de découper les choses en deux temps, de façon mécanique, *d'abord* « capter » une frange aussi large que possible de la petite-bourgeoisie en lutte et *ensuite* s'en servir comme levier vis à vis du mouvement ouvrier organisé. Et toute « solution » mise en place par l'avant-garde dans son intervention vis à vis de la petite-bourgeoisie, ne peut être viable à terme que si elle prend des formes politiques et organisationnelles compréhensibles et recevables par le mouvement ouvrier en tant qu'élément appuyant clairement les luttes qu'il mène contre la bourgeoisie. C'est en fonction de cet objectif qu'il faut *choisir, délimiter, définir* et construire telle ou telle organisation. C'est en fonction de l'impact qu'elle a sur le mouvement ouvrier organisé que telle ou telle organisation du mouvement de la petite-bourgeoisie se développe ou dégénère. La recherche d'un écho positif dans la classe ouvrière doit être l'objectif prioritaire, mis en avant dès le début, pour choisir quel type d'organisation de masse nous construisons dans la PBR.

Pour atteindre cet objectif prioritaire – un écho positif dans la classe ouvrière – il convient de placer très fermement « la politique aux postes de commande ». Or, si l'on reprend, par exemple, l'examen successif fait par Tisserand dans le BI No 16 de l'échec des différentes combinaisons organisationnelles qui retracent les rapports entre la PBR et nous, il manque de façon criante l'élément politique. En vérité, chacune des cinq solutions organisationnelles, de l'UNEF des CA au MNCL en passant par le SR, semble examinée pour ses « avantages » et ses « inconvénients » intrinsèques. Elles se présentent comme une succession de « mauvaises » tentatives pour parvenir enfin à la « bonne » solution organisationnelle. Chaque organisation est vue avec ses « bons » et ses « mauvais » côtés, beaucoup plus qu'en fonction du ou des *objectifs politiques* qu'elle s'assignait. Et il est vrai qu'il s'agissait bien davantage au travers de ces formules organisationnelles successives de réponses empiriques à des modifications de la situation politique que nous ne comprenions pas clairement à l'époque. Le reflux de Mai 68 produisait ses conséquences sur le mouvement ouvrier, et par contre-coup sur la mobilisation de la petite-bourgeoisie radicalisée, de toute